

STATUTS

du

**Syndicat mixte Intercommunal des Eaux de la Haute
Loue
(SIEHL)**

Préambule :

L'historique du syndicat est un élément important pour éclairer sa gouvernance dans ses futures décisions, il est le suivant :

1950 : Sur un plateau sec.....

Par arrêté préfectoral du 25 avril 1950, les communes de Durnes, Echevannes, Guyans-Durnes-Lavans-Vuillafans-Saules-Voires furent autorisées à se regrouper en un syndicat présidé par M. Ciampaglia maire de Lavans-Vuillafans pour l'étude d'un projet collectif d'alimentation en eau potable. Par arrêté du 7 juillet 1951, le même syndicat devenait Syndicat Intercommunal des Eaux de la Haute Loue, présidé par M. Henri Viennet, maire du Valdahon. Il comprenait 33 communes et s'élargissait, par arrêté du 16 mars 1953, à 51 communes.

1954 : Lancement des premiers travaux Sur un programme dressé par le Service du Génie Rural Du Doubs, l'étude et la direction des travaux furent confiés au Cabinet André de Pontarlier et le 21 avril 1954, le comité du syndicat décide, après appel d'offres, de confier à la Société Gaz et Eaux à Paris la concession des travaux et de la distribution de l'eau.

1956 : financement des cinq premières tranches de travaux

1957 : Vers une situation de crise

Malheureusement, les rigueurs budgétaires que doit s'imposer notre pays, dès 1957, obligent à l'arrêt brutal des travaux. Sur 1957 et 1958, la dotation du syndicat est réduite de 1 700 000 francs, ce qui ne suffit pas pour donner aux travaux un rythme satisfaisant. De plus le nombre des communes adhérentes est passé entre temps, de 51 à 78, et les ouvrages de tête devenant plus importants, ont coûté plus cher que prévu. La cadence de réalisation des réseaux communaux a été freinée d'autant. Le syndicat se trouve alors plongé dans une crise.

1959 : Une année sèche ...

Le titre de l'Est Républicain du 10 juin 1959 donne une idée de la situation dramatique dans laquelle on était arrivé : « Plutôt que d'obéir aux injonctions du Syndicat de la Haute Loue et aux menaces du Préfet, 40 maires du Plateau semblent décidés à jeter dans la balance le poids d'une démission collective »

1962 : Le retour à la normale ... Le temps, l'opiniâtreté des membres du comité et tout particulièrement de son président M. Henri Viennet, décidés à faire aboutir l'œuvre entreprise quels que soient les obstacles rencontrés devaient peu à peu avoir raison de la crise.

1964 : 47 communes représentant 12 000 habitants, étaient alimentés après 16 tranches de travaux. Par étapes successives, la réalisation du projet avait sensiblement avancé.

1965 : M. Gilbert Brenet, maire de Mamirolle, succède à M. Henri Viennet qui se retire pour raison de santé.

1967 et 1968 : L'arrivée du Président Edgar Faure au ministère de l'agriculture permet, grâce à un financement substantiel, de relancer le rythme des travaux.

1969 : vers une desserte complète... Avec la 24^{ème} tranche de travaux, le syndicat sort définitivement d'une situation difficile. Cette tranche permet de terminer les réseaux de distribution, à l'exception de celui de Vennes, réalisé par la suite, et de nombreux écarts dont l'alimentation ne pourra être assurée que progressivement. Le syndicat se devait d'équilibrer son budget et de le consolider.

1970 : De la concession à l'affermage... A l'origine par contrat du 17 février 1954, le syndicat avait confié la concession des travaux et de la distribution intercommunale à la Société Gaz et Eaux. Les communes adhérentes exploitaient leurs réseaux propres comme elles l'entendaient. Compte tenu des inconvénients, tant techniques qu'administratifs de cette situation, notamment avec la diversité du prix du service de l'eau et l'inégalité de la qualité dans l'entretien des réseaux, le syndicat se prononça le 18 décembre 1968 pour la mise en affermage de l'ensemble du réseau. Le contrat d'affermage, approuvé par arrêté ministériel du 3 novembre 1970 avec effet au 1^{er} octobre 1970, est passé avec la Société Gaz et Eaux, qui l'appliquent aux seules communes qui le souhaitent.

1973 : Les besoins de pointe sont estimés à 6 800 m³/jour et futurs à 14 400 m³/jour

1976 : L'année de la grande sécheresse, la production monte à 12 700 m³/jour,

1980 : Le renforcement de la ressource par le site de Montgesoye qui est exploité par la mise en service de deux forages. L'eau captée est refoulée sur l'adduction du bas-service à Echevannes. Le renforcement de la production de cette station se poursuit jusqu'au début de l'année 1990 avec l'implantation de trois nouveaux forages pour répondre aux besoins des usagers.

1983 : La production atteint 18 960 m³/jour. De nouvelles ressources ont été puisées dans la nappe alluviale de la Loue, rive droite, en amont du village de Montgesoye. Les premières recherches remontent à 1968 par l'établissement de forages d'essais qui avaient une capacité en étiage estimée à 12 000 m³/jour.

1993 : Vers une diversification de la ressource... La marge de sécurité entre « besoins et capacité » est, certes, importante mais il est nécessaire de prévoir des ressources en eau supplémentaires à celle de la nappe alluviale de la Loue afin de remédier à un éventuel problème de pollution. Le comité syndical décide d'entreprendre des recherches en eau dans la nappe du Doubs entre Besançon et Baume les Dames. Deux forages sont creusés dans la vallée du Doubs en liaison avec le syndicat des eaux à Roche les Clerval, l'autre à Amagney. Malgré un débit satisfaisant de 65 m³/heure et une eau propre à la consommation, les puits sont actuellement inexploités.

1997 : une année à suivre Dans un souci de confort, une enquête sur le goût de l'eau a été entreprise auprès des abonnés par l'exploitant au 1^{er} semestre 1997. 1200 réponses ont permis de cibler des zones sensibles au chlore. Cette opération débouchera sur une rationalisation de l'utilisation des désinfectants. Avec l'adhésion des communes de Vercel et

d'Adam-les-Vercel, il a été construit en urgence une adduction d'un diamètre de 250 mm sur une longueur de 3200 mètres depuis le réservoir du Valdahon, afin d'apporter à ces collectivités 800 m³/jour.

1998 : Des forages profonds dans le premier plateau.... Après de nombreuses études hydrogéologiques, le syndicat a entrepris deux forages à plus de 500 mètres de profondeur sur les sites de Dompriel et Grandfontaine-sur-Creuse dans l'intention de diversifier sa ressource en eau. Mais ces recherches d'eau, dans les sous-sols du Haut Doubs, n'ont pas répondu à son attente.

2000 : Le comité syndical ratifie la proposition de la Société de Distribution Gaz et Eaux et signe un nouveau contrat d'affermage pour une durée de 15 ans.

2001 : M. Eugène Viennet succède à la présidence du syndicat à M. Gilbert Brenet qui a œuvré à cette fonction pendant 36 années. La programmation de travaux des 6 années à venir est décidé. Il conduit le syndicat a engagé plus de 16 millions d'euros de travaux qui permettra durant cette période de faire évoluer le rendement du réseau de 60% à 67%.

2002 : Réhabilitation de la station de pompage de Sucrue. Cette station qui a plus de 50 ans, exige d'importants travaux sur les toitures et les façades. Le syndicat se dote d'un logo qui est désormais apposé aux côtés de celui de la Société de Distribution Gaz et Eaux sur l'ensemble des ouvrages. Les locaux mis à disposition du syndicat à Mamirolle n'étant plus adaptés et le syndicat construit ses bureaux rue des grands chênes à Valdahon.

2003 : La sécheresse. Fin juin, la sécheresse a montré combien les ressources du syndicat étaient à même de répondre à la demande d'autres communes. Au plus fort, les tirages provoqueront 5 casses sur les grosses adductions de 350 mm de diamètre situées sur la commune de Haute-Pierre le Chatelet. Pour pallier ces problèmes, la canalisation existante a été doublée sur 4 kilomètres. Une seconde canalisation d'un diamètre de 400 mm a été également installée entre les stations S1 et S3 à Lods.

2004 : Interconnexion avec le SIEP de Froidefontaine. Pour sécuriser l'alimentation en eau sur ce secteur du syndicat, un investissement conjoint et une interconnexion des réseaux sont réalisés.

2005 : C'est l'année de l'adhésion de la commune de Beure au syndicat qui confirme les statuts du syndicat avec un nouvel arrêté préfectoral qui mentionne 99 communes affermées auxquelles s'ajoutent 2 syndicats et 9 communes bénéficiant de vente en gros. Le syndicat achète la source de la Tuffière à la commune de Lods.

2006 : La station de pompage de Montgesoye devient la « station Gilbert Brenet ». C'est également l'année de la signature de la Charte intercommunale dénommée « CAD'EAU » avec la Ville de Besançon et six Syndicats intercommunaux : SIE du Val de l'Ognon, SIE de Roche Lez Beaupré, SI d'Auxon-Chatillon depuis 2009, SIEP de Froidefontaine, SI de la Vallée du Rupt et SI des Eaux de la Haute-Loue. Cette année-là, le dernier ouvrage sur tour du syndicat d'une hauteur de plus de 18 mètres construit en 1937 sur la commune de Chasnans est démoli par grignotage.

2007 : C'est l'année des acquisitions de terrains et de réservoirs à Cessey, à Laviron, à Verrière du Grosbois et la vente d'un terrain en bordure de la Loue à Lods au Conseil Général du Doubs pour l'aménagement d'un parking. Le syndicat lance un programme sur trois ans de suppression des branchements en plomb.

2008 : Avec le renouvellement du bureau, M. Eugène Viennet est réélu Président du syndicat avec M. Fredy Borremans, 1^{er} vice-président, M. Alphonse Cassard, 2^{ème} vice-président, M. Daniel Rolet, 3^{ème} vice-président, M. Noël Perrot, 4^{ème} vice-président et 12 membres assesseurs.

M. Gilbert Brenet est nommé Président Honoraire. A Ornans, aux Cités Oerlikon, le syndicat réalise le renouvellement de 1 000 mètres de réseau et de 99 branchements. Des travaux sont réalisés également sur les communes de Larnod, Saône, L'Hopital du Grosbois, Etalans en direction de la Verrière du Grosbois.

2009 : L'achat de terrain pour la protection de la Source de la Tuffière est réalisé pour 115 ares de périmètre de protection immédiat et la construction d'un bac de décantation est engagée à Froidefontaine. Pour le captage de la Tuffière, des travaux de mise en conformité du site sont réalisés en conformité avec la loi sur l'eau.

2010 : Des travaux d'étanchéité sont réalisés dans la station de pompage de Sucrue. Le renforcement et la réhabilitation de la distribution des communes de Gennes, Epeugney, Etalans, Beure, Bouclans, Haute pierre Le Chatelet et Athose. D'importants chantiers sont ouverts également pour améliorer l'adduction et la distribution sur des réseaux construits entre 1956 et 1957 sur lesquels la Société de Distribution Gaz et Eaux intervient souvent. Le terrain sur lequel est implanté le réservoir de L'Hôpital du Grosbois est acheté par le syndicat.

2013 : Le syndicat délibère pour étudier l'interconnexion avec le réseau de la Ville de Besançon.

2014 : Philippe Bouquet succède à Eugène Viennet à la présidence du syndicat et la procédure pour renouveler le contrat de délégation de service public est engagée en parallèle d'une étude pour un passage éventuel en régie pour la production, le transport et la distribution de l'eau potable.

2015 : Au vu des résultats de la consultation des candidats et de l'étude en régie, le choix très majoritaire du comité syndical est de maintenir la production, le transport et la distribution dans le cadre d'une délégation de service public qui est attribuée à la Société de Distribution Gaz et Eaux jusqu'en 2027. La modélisation du système d'exploitation du syndicat et la télé-relève sont inscrites dans les priorités d'investissement et de fonctionnement à venir.

2016 : La loi NOTRe « Nouvelle Organisation Territoriale de la République » nécessite pour le syndicat d'engager une réflexion fondamentale sur son avenir avec l'engagement d'études approfondies avec les communes membres et les EPCI qui seront compétents à terme en matière d'eau potable.

